

Jean-François Sonnay

Yvan, le bazooka,
les dingues et moi

Ceci n'est pas un roman

BERNARD CAMPICHE EDITEUR



CET OUVRAGE EST PUBLIÉ AVEC L'APPUI
DE L'ASSOCIATION VAUDOISE DES ÉCRIVAINS,
DE LA COMMISSION CANTONALE VAUDOISE DES AFFAIRES CULTURELLES
ET DU SERVICE DES AFFAIRES CULTURELLES DE LA VILLE DE LAUSANNE

L'AUTEUR REMERCIE PRO HELVETIA,
FONDATION SUISSE POUR LA CULTURE,
DU SOUTIEN QUI LUI A ÉTÉ ACCORDÉ

« YVAN, LE BAZOOKA, LES DINGUES ET MOI.
CECI N'EST PAS UN ROMAN »,
CENT SOIXANTE-DIX-HUITIÈME OUVRAGE
PUBLIÉ PAR BERNARD CAMPICHE ÉDITEUR,
A ÉTÉ RÉALISÉ AVEC LA COLLABORATION DE LINE MERMOUD,
HUGUETTE PFANDER, MARIE-CLAUDE SCHOENDORFF,
DANIELA SPRING ET JULIE WEIDMANN
MISE EN PAGES : BERNARD CAMPICHE
PHOTOGRAPHIE DE COUVERTURE : FLOR GARDUÑO,
« LIBRO SABIO », 1997. © FLOR GARDUÑO, STABIO
PHOTOGRAPHIE DE L'AUTEUR : PHILIPPE PACHE, LAUSANNE
PHOTOGRAVURE : BERTRAND LAUBER, COLOR+, PRILLY,
& CÉDRIC LAUBER, L-X-IR IMAGES, PRILLY
IMPRESSION ET RELIURE : IMPRIMERIE CLAUSEN & BOSSE, LECK
(OUVRAGE IMPRIMÉ EN ALLEMAGNE)

ISBN 2-88241-178-2
TOUS DROITS RÉSERVÉS
© 2006 BERNARD CAMPICHE ÉDITEUR
GRAND-RUE 26 – CH-1350 ORBE
WWW.CAMPICHE.CH

ON DIT que les souvenirs personnels, surtout s'ils sont de voyage, font de beaux livres et que le beau est à la mode. C'est ce qu'affirment les experts du marché : le souvenir est porteur et le beau vendeur. Un beau vendeur ! Que rêver de mieux ? Mais alors pourquoi, dans une conjoncture si favorable, fait-on encore de la publicité aux voyages romancés ? Force est de supposer que c'est moins pour les vendre en plus grosses quantités que pour saluer leur rentabilité. C'est par enflure que naissent les bulles. Eh bien moi aussi, tel Ulysse après une charmante croisière, j'ai songé à offrir semblable opportunité à mon éditeur. Et j'y songe toujours, qu'il se rassure, mais c'est encore de la musique d'avenir et je dois vous aviser que, au risque de contrevenir à la mode, le présent ouvrage n'a rien à voir avec mes souvenirs de voyage. On y trouvera bien quelques milliers de kilomètres, plusieurs changements de décor spectaculaires, deux ou trois rebondissements curieux, mais je n'y suis pour rien et me vois dans l'incapacité de garantir

empiriquement l'authenticité de ce qui va suivre. Pour dire les choses franchement, ce que vous tenez entre les mains, cet objet, ces pages noircies, ce livre en somme, n'est pas né d'une expérience vécue, mais d'un soupçon.

Figurez-vous que j'avais décidé de me taire, n'ayant au fond rien de bien nouveau à dire. Il m'est certes arrivé d'aller me baguenauder à l'est de l'est et au sud du nord, mais depuis quelque temps je ne sors plus guère de chez moi que pour aller au marché, sous le viaduc du métro, boulevard de la Chapelle, et je ne vois pas l'intérêt de composer un roman autobiographique sur ces allées et venues. Je m'étais donc mis hachesse, comme on dit aujourd'hui, hors service. Je laissais reposer dans son étui de velours noir ma belle plume en or massif, qui reste à ce jour mon principal outil d'écriture avant le passage à la moulinette informatique. Et je jure que je me serais bien gardé de la déranger, cette belle indifférente, si je n'avais soupçonné mon ami Yvan B de s'apprêter à taire une histoire du plus haut intérêt, très moderne, très *flashy* ! dont on pouvait escompter toutes sortes de bénéfices. Une histoire dont il a été le héros, malheureux mais survivant, et qu'il me semblait trop perturbé pour raconter lui-même par écrit de façon tant soit peu ordonnée.

L'histoire étant absolument réelle mais assez mal documentée, voire sujette à caution, j'ai choisi le pseudonyme d'Yvan B afin de protéger mon ami de la méchanceté publique. Il se trouve en effet – phénomène dont je n'ai jamais compris la cause profonde – que j'ai de nombreuses connaissances dont le nom commence par B, qui représente ainsi, bien davantage que la lettre S, l'initiale la plus commune de

mon carnet d'adresses et donc la moins susceptible de révéler aux paparazzi l'identité véritable de cet homme, que je tiens pour l'un des plus honnêtes et des plus braves qu'il m'ait été donné de rencontrer.

Cette histoire hélas lui a déjà valu un procès monstre devant une cour d'assises spéciale de l'ancien Empire d'Ouest en Est, aujourd'hui connu sous le nom de République-Centrale. Fort heureusement, la procédure en a été suspendue, grâce à un accord sur le paiement de compensations multiples et variées, qui a permis la remise en liberté de l'inculpé, mais Yvan est demeuré très affecté par les accusations qu'on a fait peser sur lui. Elles sont terribles : complicité d'homicide collectif avec préméditation et perfidie, prise d'otages en tenue de service, vol d'uniforme, détournement de véhicule blindé, tentative de fuite, destruction de preuves, refus de coopérer à l'instruction ! J'en connais — et je ne parle même pas du pleutre que je dois raser tous les matins — qui se laisseraient abattre à la simple pensée d'un seul de ces crimes. De par sa force de caractère, Yvan est parvenu à surmonter un tel coup du sort, mais il en souffre encore d'une manière indicible, qui sait pour combien de temps ? Les médecins ont diagnostiqué chez lui une forme de neurasthénie aboulique, qui certains jours le plonge dans un état voisin de la catatonie et qu'ils attribuent au retour d'un œdipe pervers polymorphe refoulé, mais qui à mes yeux pourrait tout aussi bien découler du souvenir de cette tragique mésaventure.

Pensez donc ! Un périple dans des montagnes inhospitalières, des mois de discussions avec des gens malades de l'esprit, des moins vingt-cinq degrés Celsius, des transactions hasardeuses avec des trafiquants

de substances douteuses, des espoirs déraisonnables, un bazooka, des langues étrangères, des décharges d'adrénaline, des cas de conscience, et là-dessus trente morts et des poussières... Tout cela sur les épaules d'un seul homme ! Le pauvre Yvan n'est pas prêt à livrer son témoignage au public de but en blanc. Même ses amis ont toutes les peines du monde à le faire parler. Nous avons pourtant tout essayé : cajoleries, douceurs, compliments, insinuations, coups, menaces, privations ; nous n'en avons tiré que des bribes. Yvan est un humaniste intègre et désintéressé, un homme d'action, pas un vain phraseur. Le besoin de laver son honneur ne le motive même pas, en revanche l'idée qu'on puisse l'accuser d'exploiter littérairement la misère du monde, pour se faire un nom et une petite pelote, lui fait horreur. Il préfère œuvrer dans le silence et l'abnégation. S'il n'est pas convaincu que son témoignage puisse servir la cause de l'humanité, il se taira.

Et pourtant ! N'eût-il pas été dommage de laisser perdre une histoire pareille ? Insolite, captivante, qui plus est libre de droits. Une histoire appelée à devenir historique, puisque l'Empire n'existe plus et que la République est branlante. C'est pourquoi, au gré de ses propos décousus, avec l'aide de ses proches, de son perroquet et d'un conseiller du Quai d'Orsay, je me suis efforcé de renouer le fil de ses tribulations. Yvan ne nous a évidemment pas tout raconté — d'ailleurs, peut-on *tout* dire sur quoi que ce soit à qui que ce soit ? — mais, mis bout à bout, les fragments de son odyssee m'ont paru former une séquence narrative que j'espère utile et divertissante.

Je n'ose prétendre que mon ouvrage puisse assister notre ami dans l'espèce de travail de deuil qu'il

accomplit à l'heure actuelle, mais peut-être lui servira-t-il d'aide-mémoire le jour où il lui prendra la fantaisie de donner sa propre version des événements. En tout cas, la chose tombe à point nommé pour satisfaire une demande pressante de mon éditeur, qui me réclame « quelque chose » depuis plus de cinq ans et n'a jamais vu d'un très bon œil mes emplettes de fruits et légumes sous le viaduc du métro.

*

* *

Les indices déjà portés à votre connaissance pourraient laisser croire qu'il s'agit d'une histoire extraordinaire, pleine de mystères et de rastaquouères. Ce n'est toutefois pas ce caractère-là qui m'a le plus frappé quand Yvan évoquait en phrases sobres ce qui lui était arrivé d'ouest en est. Au contraire, j'ai eu l'impression que, pris isolément, chaque événement était d'une effroyable banalité et qu'il aurait pu sinon m'arriver à moi, du moins se produire près de chez moi. C'est bien davantage l'irréversible enchaînement des faits qui m'a stupéfié, où justement la personnalité d'Yvan se révélait hors du commun.

En vérité, nous ne nous ressemblons pas, Yvan et moi, ni physiquement ni psychiquement. Je ne connais rien au droit, je n'ai pas consacré ma vie à une œuvre de charité, je n'ai jamais dû organiser l'évacuation de toute une colonie de vieillards à la santé précaire, jamais dû non plus constater les dégâts provoqués par une roquette antichar dans un camion de onze tonnes lancé à pleine vitesse sur une route sinueuse ; je n'ai pas davantage vécu une seule nuit de ma vie dans les égouts d'une grande capitale, mais

est-ce que toute existence humaine, si étrange soit-elle, ne nous est pas d'un certain point de vue familière ?

L'original se distingue rarement du banal et le banal nous paraît bien souvent anormal. Chaque jour, dans notre petit coin de planète, nous sommes les témoins de drames aussi dramatiques que ceux qui surviennent aux antipodes. Finalement, pour un être humain, il n'y a pas grande différence entre l'exotique, l'endotique, l'anecdotique, le polyptyque et l'apocalyptique. Pensez à ce qui peut se passer, à ce qui est peut-être en train de se passer juste maintenant sur les autoroutes où déboule, flue et reflue presque toute notre société contemporaine. J'en profite pour prier instamment ceux qui auraient eu la fausse bonne idée d'ouvrir ce livre en plein bouchon pour tuer le temps de le reposer immédiatement. Il est rigoureusement interdit de lire au volant : c'est très dangereux et l'auteur ne porte aucune responsabilité en cas d'accident. À bon entendeur, salut !

Pour en revenir aux accidents de la route : quoi de plus exceptionnel au regard des millions de véhicules en mouvement dans notre monde ? et cependant quoi de plus ordinaire ? Qui pourrait prétendre raisonnablement que cela ne le concerne pas ? Ne serait-ce que par les cinq minutes que cela prend au journal télévisé. D'accord, ce n'est pas vous qui étiez au volant du bolide qui vient d'emboutir la bagnole de cette pouffe qui freine sans prévenir, de cette laitue qui hurle maintenant qu'on lui a estourbi son moutard, éclaté sur le pare-brise ! Non mais des fois ! On n'a pas idée de planter sur les freins avec un lardon même pas ficelé sur la banquette arrière ! De toute façon, juridiquement, ça ne vous regarde pas. Vous vous êtes

trouvé là par hasard. On ne peut vous accuser d'aucune faute. Vous auriez plutôt des raisons de vous plaindre, vu que maintenant tout est bloqué à cause de ça. N'empêche que ça vous crève les yeux, que ça n'est pas joli joli et que ça s'est produit pile-poil près de chez vous, pendant les années où vous y habitez. C'est gênant. Cette ferraille, ce sang, ces braillements, ça vous gâche toute une journée, alors que vous n'avez rien fait de mal. Vous auriez préféré qu'un tel drame n'arrive pas, en tout cas pas là, juste pendant que vous y êtes. Pareil pour ces altercations violentes dans la rue, qu'on voudrait n'avoir pas vues. C'est écœurant. Vous ne pouvez retenir un mouvement d'humeur, un frisson dans votre estomac, presque un remords. Enfin, je ne sais pas comment vous êtes, mais moi, je suis comme ça : les accidents de la route me touchent beaucoup. Je ne puis m'empêcher d'avoir peur. Rien qu'à l'idée de tout ce temps perdu, de tous ces fluides répandus, j'en ai la chair de coq. Et moi alors, qu'est-ce que je fais ?

Le plus étrange dans la vie en société n'est-il pas que, à chaque fois que nous voulons mesurer l'abîme qui nous sépare des autres, nous découvrons au contraire un lien, un passage vertigineux, un filin tendu au-dessus de l'abîme. Pour ma part, j'ai toujours eu le vertige, en montagne comme dans une foule.

Voilà au fond ce qu'il y a d'étonnamment ordinaire dans les aventures de mon ami Yvan B. Si singulières soient-elles, si délictueuses, diront les vertueux, elles n'en sont pas moins de notre temps, comme les frasques du voisin ou les papiers gras jetés dans la nature. Les historiens du futur, c'est certain, nous mettront tous dans le même sac : Yvan, le

bazooka, les dingues et moi. Rassurez-vous : je ne cherche nullement à vous compromettre dans une affaire qui pourrait se révéler délicate. Je voudrais seulement vous faire part de certains de ses développements, afin que vous soyez mieux armé pour répondre, le cas échéant, aux questions de la magistrature. Un homme averti en vaut deux. Pour ma part, comme vous savez, j'ai un alibi : j'étais au marché, boulevard de la Chapelle ; des centaines de gens pourront le confirmer en français, en arabe et en kabyle.

Puisque nous en sommes aux avertissements, je dois encore vous conseiller d'emporter dans votre lecture quelques sentiments de réserve, car cette histoire n'en compte pas beaucoup et l'honnêteté m'interdit d'y suppléer. Il y a plusieurs genres d'histoires et je n'ignore pas que les plus appréciées sont les sentimentales, qui se lisent en frémissant d'envie — forcément puisqu'elles finissent bien : Ah ! comme on aurait aimé les vivre ! Quelle bonne frayeur ! Quel tour de force ! Quel panache ! Quelle sensualité ! L'histoire d'Yvan et de ses fous n'est pas de celles-là, mais alors pas du tout. Je ne saurais vraiment dire ce qu'elle fait, mais en tout cas pas envie. Peut-être illusion. Une chose est sûre : on est rarement tenté de s'identifier. Quant à moi, je puis sans trop de peine m'imaginer ce qui s'est passé à la colonie — vous verrez, ça n'a rien de sorcier — et même me faire une idée assez précise de l'embuscade fatale au col de la Réunion, mais il n'y a rien là de très séduisant et je suis heureux de n'y avoir pas été. Surtout que les secours ont mis des heures avant d'arriver sur les lieux et qu'Yvan se plaint d'avoir souffert d'engelures. Moi qui déteste avoir froid aux pieds. Le sang coagulé, le

beurre rance, le caoutchouc brûlé, les déculottées, je ne vous dis pas. Franchement, quand je pense aux épreuves qu'Yvan a traversées, et qu'il a traversées pour rien ! je suis bien content de n'être pas allé plus loin que le boulevard de la Chapelle. Et je me réserve de vous livrer un de ces quatre un vrai beau roman plein d'émotion. En attendant, si peu enviables soient-elles, les aventures d'Yvan offrent tout de même quelques gestes édifiants et plusieurs surprises trognettes.

*
* *

Il y a de cela une dizaine d'années, les plus âgés s'en souviennent, l'ancien Empire d'Ouest en Est entreprenait sa mutation en République-Centrale, selon les principes du libéralisme. Ce n'est pas seulement que l'idée d'empire avait beaucoup vieilli, le fait est que l'ouest lui-même ne constituait plus un repère fiable dans un monde avide d'échanges commerciaux. Or, les marchés détestent l'incertitude. Curieusement, on ne s'était pas avisé jusqu'alors de ce que notre globe ne comporte ni pôle est ni pôle ouest. En d'autres termes, un voyage d'ouest en est – ou à l'inverse d'est en ouest – sera nécessairement un voyage sans fin, tandis que, si vous faites le tour de la planète dans le sens des longitudes, vous passerez nécessairement par un pôle et vous dirigerez tantôt vers le nord tantôt vers le sud. Voilà pourquoi la Patagonie sera plein nord vue de l'Antarctique, tout en se trouvant au sud de l'Australie. En revanche, tous les pays du monde sont toujours à l'ouest d'un autre. Une telle répartition dans l'espace n'était pas

foncièrement gênante quand il s'agissait de créer des empires coloniaux ou de faire manœuvrer des corps d'armée, mais elle s'est avérée très incommode dès qu'on a cherché à établir la carte des cinquante pays où il fait bon investir son argent. Il convenait donc d'économiser davantage la géographie mondiale.

Profitant d'une phlébite foudroyante, qui avait rendu aphasique le vieux souverain d'Ouest en Est, le gouvernement impérial avait donc pris des mesures radicales, à commencer par la centralisation du régime, qui devaient peu à peu donner naissance à la grande République-Centrale que nous connaissons aujourd'hui. La République ne fut officiellement proclamée qu'après la mise hors tension d'un respirateur artificiel judicieusement placé, mais les réformes, qui favorisèrent tant le commerce, étaient déjà en train et se poursuivirent sur un rythme que tous les observateurs de l'époque jugèrent ébouriffant d'audace.

Elles furent essentiellement économiques. Les caisses de l'Empire étant désespérément vides, le nouveau gouvernement républicain résolut de faire de l'argent en vendant tout ce qui pouvait être vendu. Toutes les révolutions commencent par là. Usines, bureaux, chemins de fer, mines, cabines téléphoniques, ponts, ordinateurs, poulaillers, lignes à haute tension, abattoirs, plantations de choux, choux, barrages, rivières, oléoducs, hôpitaux, avions, pissotières, tout fut assez rapidement liquidé, c'est-à-dire échangé contre des dollars, des yuans, des francs suisses et des roubleards, eux-mêmes placés aussitôt auprès de banques et d'instituts spécialisés qui promettaient des rendements de 25 % et plus. Cela fut réalisé conformément aux théories enseignées dans les meilleures écoles de commerce, ousque l'opération

porte le joli nom de privatisation. Toutefois, quand on eut fourgué les casernes de gendarmerie et les ruines archéologiques, le gouvernement se trouva confronté au problème plus délicat des pénitenciers et des hôpitaux psychiatriques, dernières propriétés du ci-devant Empire à pouvoir encore rendre du capital, mais qui présentaient des difficultés d'écoulement particulières.

Les pénitenciers, avec leurs grands ateliers, leurs porcheries, leurs services de vente par correspondance, auraient dû en théorie être vendus au plus offrant comme n'importe quelle autre usine, sauf qu'au lieu d'être en option, les travailleurs – en l'occurrence des détenus – faisaient en quelque sorte partie des meubles, et ce pour des périodes parfois très longues. On pouvait à la rigueur les brader, mais il était évidemment exclu de céder ces installations sans leurs occupants légaux. De leur côté, les acheteurs, préoccupés par la durée des contrats autant que par les frais de gestion humaine, étaient inquiets de ne pouvoir choisir librement leurs employés. Il y eut, on s'en doute, passablement de tâtonnements – à l'époque, la privatisation des prisons n'était pas encore enseignée dans les écoles de commerce –, mais la solution la plus couramment adoptée fut celle du consortium, à savoir un groupe d'entreprises qui gèrent séparément la force de travail, les infrastructures et les activités productives. Ce fut un succès.

Au cœur du nouveau dispositif industriel se trouvait l'entreprise détentrice proprement dite, qui recevait de l'État une allocation pour chaque détenu, comprenant les frais de bouche, le logement et le gardiennage. Suivant ses besoins de trésorerie ou dans un but disciplinaire, elle pouvait louer les services de ses

détenus aux autres entreprises du consortium, un peu à la manière d'une agence de placement intérimaire. Selon la taille des pénitenciers et la rentabilité des activités, le nombre d'entreprises dans un consortium pouvait varier considérablement. Certaines se spécialisaient dans des secteurs très pointus, comme la couture des bleus de travail, les études de marché par téléphone, la mise en boîte, la pharmacie ou la fourniture de courant triphasé pour les chaises et les clôtures. Dans l'ensemble, ce nouveau secteur qu'on a appelé l'industrie pénitentiaire s'est révélé très profitable, surtout depuis qu'un décret a autorisé les entreprises détentrices à louer leurs détenus d'une prison à l'autre, selon la loi de l'offre et de la demande ou en fonction des capacités professionnelles des intéressés. Certains consortiums ont même réussi leur entrée en bourse.

La privatisation des hôpitaux psychiatriques fut autrement plus complexe. D'abord parce que, dans l'ancien Empire d'Ouest en Est, les hôpitaux psychiatriques ne s'appelaient pas tous comme ça : il y avait des homes, des maisons de repos, des maisons de correction, des centres d'internement, des colonies aérées, des camps de rééducation sociale, des cliniques du travail, des pensions de famille, des laboratoires orthopédiques, des fermes expérimentales, et il fut extrêmement difficile de dénombrer tous les établissements concernés par la réforme. Ensuite parce que, même dans les hôpitaux psychiatriques proprement dits, tous les internés ne s'appelaient pas malades mentaux : il y avait certes des schizophrènes et des maniaco-dépressifs, mais aussi des pensionnaires, des invalides, des cas sociaux, des anxieux, des goitreux, des inadaptés, des internés volontaires et

involontaires, des saltimbanques, des travailleurs immigrés, des prêtres réfractaires, des camés, des curistes, des catarrheux, des Mongols, des crétins des Alpes, des alcooliques, et il était parfois impossible de les distinguer du personnel de service. Sans compter que tous n'étaient pas aptes à travailler. Dernier problème, et non des moindres : quantité de pensionnaires de ces institutions n'avaient aucune envie de quitter leur établissement, en quoi ils se différenciaient notablement des prisonniers. Beaucoup n'avaient nulle part où aller, d'autres étaient attachés à leurs médicaments ou à leurs petites combines. Certains étaient tout bonnement terrorisés à l'idée de mettre un pied dehors.

Quelques patrons courageux se dirent prêts à racheter les structures les plus performantes, celles qui possédaient des terrains agricoles, par exemple, aux mêmes conditions que les pénitenciers, mais ils exigeaient de pouvoir faire le tri des internés qui seraient admis à l'embauche. Ils arguaient que nombre d'entre eux étaient inutilisables, désobéissants, inflexibles, arythmiques, incapables de prendre soin des machines ou de suivre des cadences de production, et cela sans que l'on pût déterminer si c'était par mauvaise volonté, par l'effet d'une tare génétique ou par pulsion criminelle, les médecins demeurant sur ces questions d'une prudence de larron. Le ministère républicain de la Protection sociale, qui avait succédé à l'impérial, décida donc d'y aller pas à pas, en suivant la méthode dite des artichauts. C'était le credo politique de la ministre, M^{me} Fun (prononcer fonne), laquelle disait : « Qui d'une bouchée l'artichaut bouffe s'étouffe, qui feuille à feuille le mâchouille dans sa gidouille le fout. »

Par égard pour la vérité historique, autant que pour la pudeur de mes plus distingués lecteurs, je dois préciser que ce dernier mot a fait l'objet d'un long débat entre mon éditeur, sa cour de correctrices et moi-même, étant bien entendu qu'un ministre, fût-il républicain, ne saurait avoir dit f... A fortiori lorsque le ministre est une femme puisque, tous les sexologues vous le diront, l'appareil de phonation féminin est d'une plus grande délicatesse que le masculin. Que les choses soient claires entre nous : le mot f... n'est apparu que dans la traduction française du credo ministériel et il nous a été hélas impossible de nous en débarrasser. Toute l'équipe de production du présent livre tient donc à manifester ici même sa plus sincère détestation d'une si salace équivoque.

Si vous me permettez une autre métaphore alimentaire, disons qu'on saucissonna le problème. En premier lieu, on organisa une consultation des internes et des personnels. Ils devaient choisir entre trois options :

- a) travailler pour gagner sa pitance,
- b) ne pas travailler et ne rien manger,
- c) aller se faire voir ailleurs.

Une majorité de 41,4 % choisit le travail. 28,3 % décidèrent d'aller se faire voir ailleurs, 7,1 % optèrent pour une grève totale (travail + faim) et 23,2 % refusèrent de répondre, dont 8 % parce qu'ils ne savaient pas lire.

Ensuite, on fit intervenir des policiers anti-émeutes pour sélectionner, parmi les candidats au travail, tous ceux qui avaient manifestement surestimé leurs forces, lesquels furent enfermés, en attente de traitement, dans des centres de transit spéciaux, où ils

rejoignirent pêle-mêle les impotents, les récalcitrants et les analphabètes.

Au terme de cette première étape, on parvint à libérer les deux tiers des installations ci-devant psychiatriques. Les terrains, les bâtiments et les équipements furent vendus au meilleur prix, les pensionnaires jugés aptes au travail étant pour leur part cédés au tarif symbolique d'un dollar par tête de pipe. À ce stade, il ne se trouva guère qu'une poignée de psychiatres pour protester contre la réforme, au motif qu'on leur retirait le contrôle d'une partie de la population, leur ôtant du même coup les bénéfiques y afférents. À quoi l'État républicain réagit en cessant de leur payer des salaires. À quoi lesdits psychiatres et ci-devant fonctionnaires contre-réagirent en se tournant vers le secteur de la psychiatrie de cabinet, alors en plein développement.

Pour venir à bout des internés volontaires, des menteurs et des improductifs parqués dans les centres de transit, on leur appliqua une variante pédagogique de la méthode des artichauts, qui consistait à les habituer progressivement à la règle : « ou tu paies, ou tu t'en passes, ou tu t'en vas », enseignée dans les écoles supérieures de commerce sous le nom de règle de trois. On commença par installer des automates à monnaie pour les petits services : l'eau potable, le papier de toilette, le savon, les cuillères, l'ascenseur, les renseignements, le fil à coudre, la télévision, etc. Les sommes étaient modiques, rarement plus de deux ou trois sous la minute. Puis on passa aux services dits fonctionnels : repas, buanderie, calmants, promenades, cannes, coiffeur, douches, raccommodages, qui coûtaient naturellement un peu plus cher. Vinrent ensuite les services dits structurels : literie, électricité,

WC, chauffage, soins, opérations, nettement plus onéreux. Au bout du compte, le total des dépenses devait correspondre à peu près à ce qu'aurait coûté une chambre d'hôtel trois-étoiles dans une station thermale. Il va de soi qu'à tout moment les pensionnaires avaient le droit de quitter l'établissement sans préavis pour aller tenter leur chance dans le vaste monde. Mais aucune réadmission n'était possible : chacun étant libre de ses choix, il n'avait qu'à les assumer.

Une étude médico-sociale, commandée par le ministère, devait démontrer que cette méthode progressive incitait les pensionnaires des camps de transit à se responsabiliser. Ce qu'on pouvait résumer d'une formule : « Je paie, donc je suis. » Obligés de se prendre en charge financièrement, les malades ou prétendus tels étaient peu à peu conduits à se réapproprier leur maladie, c'est-à-dire à la maîtriser. On relevait d'ailleurs quelques cas de guérison subite. Comme l'avait fait remarquer en son temps le D^r Freud, l'argent est un facteur déterminant dans la récupération de la santé psychique. Les auteurs de l'étude soulignaient en outre que, en mettant la transaction commerciale au cœur du processus hospitalier, on préparait la réinsertion sociale des malades et que, contrairement à certaines rumeurs, cela n'avait pas entraîné une flambée de la prostitution. On attendait donc de la nouvelle méthode qu'elle rende l'internement psychiatrique complètement obsolète. Finis la mise sous tutelle, le paternalisme, le biberonnage, si typiques de l'ancien Empire d'Ouest en Est. Vive la liberté républicaine et que les meilleurs gagnent ! Telle était la conclusion de cette étude, qui fit grand bruit dans les milieux scientifiques.

De fait, la méthode des artichauts réussit au-delà de toute espérance. Les inadaptés, tarés, gogols et autres analphabètes quittèrent peu à peu les établissements où ils étaient encore tolérés. Une des clés du succès fut sans doute la mise à contribution des parents et des amis. En effet, si l'un des pensionnaires refusait de payer comptant – il se rencontre hélas partout des avaricieux –, l'administration envoyait simplement la facture aux parents ou amis, proches ou éloignés, connus ou supposés. Elle disposait pour cela d'un accès privilégié au fichier central du ministère de l'Intérieur. Les mauvais payeurs, quels qu'ils fussent, étaient passibles d'amendes, de saisies sur salaire, voire de peines d'emprisonnement. L'efficacité du procédé s'avéra remarquable. Nombreux furent les parents ou amis, connus ou supposés, qui décidèrent de garder chez eux ces proches plus ou moins éloignés, en échange de menues tâches ménagères. On estime que seule une petite poignée de récalcitrants préférèrent s'évanouir dans la nature ou dans la jungle des villes. Après tout, libre à eux.

*
* *

Je vois d'ici certains lecteurs froncer le sourcil. En quoi cette merveilleuse réussite économique concerne-t-elle mon ami Yvan B ? J'en connais même qui prétendront que je ne traite pas mon sujet. Qu'ils se détrompent ! Nous sommes déjà en plein dans le sujet et le seul reproche que je puisse accepter serait d'avoir trop vite dévoilé ce qui constitue le cœur des aventures d'Yvan. La dinguerie, le marché, la cause première et dernière. S'il s'agissait de faire le portrait

réaliste d'un être humain, on pourrait à la rigueur considérer que son cœur est hors du sujet, au motif qu'on ne le voit pas se contracter depuis dehors, l'illusion n'en serait pas moins parfaite. Mais mon livre n'imité pas la réalité, il en exprime le jus. Je ne veux rien cacher et laisse les énigmes aux romanciers, qui de nos jours ont déjà passablement de peine à nouer les deux bouts. Il ne sera pas dit que je leur ai ôté le pain de la bouche.

Or donc, par l'effet des méthodes ci-dessus exposées, la République-Centrale est devenue le premier pays du monde à avoir définitivement éradiqué la maladie mentale, ce qui lui a valu les félicitations de l'OMS, dont le siège est à Genève, capitale mondiale de la santé et des Genevois. Quant à M^{me} Fun (prononcer fonne), elle n'a cessé depuis lors de figurer en bonne place parmi les nominés au prix Nobel de sciences économiques, dont la remise se fait ordinairement à Stockholm, capitale royale de la dynamite et des Suédois.

Lorsque le dernier centre de transit eut fermé ses portes, de toutes les institutions psychiatriques de l'ancien Empire d'Ouest en Est, il ne resta donc plus qu'un mauvais souvenir. Toutes ? Non ! Une colonie aérée, peuplée d'irréductibles réfractaires, échappait encore à ce grand mouvement de libération lucrative. Que dis-je ? échappe toujours ! D'après Yvan B, ses portes sont même grandes ouvertes à l'heure actuelle et il y a fort à parier qu'elles le seront encore à celle où vous lirez ces lignes, bien qu'on ne puisse savoir avec certitude si les hôtes de cette colonie sont d'authentiques malades mentaux.

La colonie aérée N^o 7, telle était son appellation officielle dans l'ancienne nomenclature impériale, se

trouve très à l'est de l'ouest, dans une région de montagnes difficiles d'accès, que les manuels scolaires d'autrefois désignaient du beau nom de « Confins de l'Empire ». Je me souviens qu'enfants ce nom nous faisait beaucoup rêver, car ces Confins, placés sous administration militaire, étaient totalement interdits aux étrangers et nul ne savait à quoi ils ressemblaient ni ce que fabriquaient leurs habitants, à part monter la garde aux frontières. L'éloignement est sans doute la cause principale du retard des privatisations dans cette partie du monde, retard que d'aucuns ont qualifié de phénoménal, mais d'autres facteurs ont pu jouer un rôle, à commencer par le caractère brutal et quelque peu obstiné des montagnards, qui semblent avoir voulu profiter du changement au sommet de l'Empire pour proclamer leur « indépendance », un mot qui n'existait même pas dans la langue vernaculaire ! La chose a fait sourire dans les chancelleries, d'autant qu'on n'a jamais su au juste combien de vies elle avait coûté. Les Émirats Unis de Haute-Broye n'ont d'ailleurs été reconnus par aucun État normalement constitué mais, effective ou pas, cette prétendue indépendance a été déterminante dans la mission confiée à Yvan B.

Pour incroyable que cela soit à notre époque, dix ans après la républicanisation de l'Empire, on ignorait encore dans la capitale si l'ordre de vendre les biens impériaux avait été suivi d'effets dans ces vallées perdues. À la vérité, on ne savait même pas si cet ordre était parvenu jusque là-bas, vu l'état lamentable des communications entre la capitale et le grand est : lignes de téléphone coupées ou squattées par des cigognes, services postaux encombrés, artères

bouchées, trafic routier quasi nul aux extrémités, chemins de fer désaffectés, espace aérien interdit aux vols civils. Qui était responsable ? Où étaient les papiers ? Où était l'argent ?

Si la situation des écoles, des ponts, des pylônes électriques, des cantines ou des bâtiments administratifs, apparaissait fumeuse, que dire de la colonie aérée N° 7 ? On était dans le bleu le plus total. L'ancien service de Neurothérapie sociale du ministère, rebaptisé secrétariat d'État à la Solidarité, avait bien tenté d'établir des contacts par l'intermédiaire du ministère de la Défense, qui disposait encore de pigeons, mais les militaires avaient refusé de s'entreprendre, pour des raisons qui relevaient du « secret défense ». L'épais mystère avait, paraît-il, été évoqué en Conseil des ministres, mais la ministre de la Protection sociale, M^{me} Fun (prononcer fonne), non sans avoir hésité à appliquer la méthode des artichauts à son collègue de la Défense, avait fini par laisser tomber. Après tout, pas de nouvelles, bonnes nouvelles. À supposer que quelqu'un là-bas eût tiré profit d'une vente quelconque, il serait toujours temps de lui faire rendre gorge le jour où il pointerait le bout de son nez dans la capitale. Mais il était plus probable que rien de lucratif n'avait été réalisé. La région des Confins était réputée si pauvre que la vente d'une montagne tout entière – et il y en avait des milliers – n'y aurait vraisemblablement pas rapporté de quoi payer le papier buvard du notaire. Financièrement, ces montagnes auraient plutôt mérité le nom de gouffres. D'ailleurs, dans l'administration impériale, à en croire d'anciens fonctionnaires, on ne jetait pas l'argent par les fenêtres, on le jetait « aux Confins ». Ça voulait tout dire.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement de la République ne tenait pas à attirer l'attention sur d'éventuels dysfonctionnements dans sa gestion des affaires. Il souhaitait encore moins faire de la publicité aux troubles politiques et autres atteintes à l'ordre public qui semblaient affecter épisodiquement cette lointaine province. Cela aurait pu effrayer les investisseurs étrangers. Officiellement, tout allait bien : la privatisation des biens publics était achevée sur l'ensemble du territoire et c'était un triomphe. Les usines augmentaient leur capital. Les banquiers créaient des synergies. Les pénitenciers étaient devenus rentables. Les malades étaient guéris ou rentrés dans leur famille. Les fonctionnaires avaient trouvé d'autres emplois dans le secteur productif. Les enfants des écoles s'étaient assagis et tout le peuple travaillait désormais à l'accroissement de la richesse nationale. Ceux qui en auraient douté n'avaient qu'à consulter les chroniques boursières pour se convaincre que « la vie est devenue meilleure, la vie est devenue plus gaie », comme disait le regretté petit père des peuples.

On aurait complètement oublié le cas de la colonie aérée N° 7 si un journaliste étranger n'en avait fait la découverte, qui fut publiée dans un magazine de Bombay, assortie de photographies édifiantes : une poignée de vieillards débiles, édentés, décharnés, certains manifestement branquignols, survivant dans les ruines de ce que le reporter appelait une « clinique pénitentiaire ». Livrés à eux-mêmes dans des conditions d'hygiène effroyables, mangeant de la soupe aux orties ou des restes de nourriture donnés par les paysans du village voisin, vêtus de haillons malgré le froid, privés de soins médicaux, ils dormaient sur des

paillasse infestées de punaises, à quoi venait s'ajouter pour les plus vaillants un véritable travail d'esclave consistant à fabriquer, dans un atelier semblant dater de l'âge du fer, des brosses à habits, celles-là même qu'on trouve dans les hôtels d'une célèbre chaîne internationale que je ne puis nommer ici, vous comprendrez pourquoi. Au dire des militaires présents sur les lieux, ces pauvres diables avaient été depuis des lustres complètement abandonnés par leur ministère de tutelle. Il faut reconnaître que les agrandissements des punaises étaient particulièrement répugnants. Il y avait de quoi choquer certaines franges de l'opinion publique.

Sans doute soucieux de ne pas tomber dans le panneau d'une provocation monarchiste, les médias républicains ne reprirent pas l'information telle quelle, se contentant seulement de signaler que l'ambassadeur indien avait été convoqué au ministère des Affaires étrangères pour entendre la très vive préoccupation du gouvernement face à l'injustifiable campagne de diffamation par voie de presse, qu'on avait laissé se déchaîner en Inde contre la République-Centrale. Ailleurs dans le monde, l'affaire fit un peu scandale, heureusement pas au point de décourager les investisseurs, mais suffisamment pour contraindre la présidence de la République à réagir.

À quelques semaines de là, un porte-parole présidentiel en uniforme donna une conférence de presse en français châtré dans les locaux de la mission permanente auprès des Nations Unies à Genève. Il accusa le journaliste d'avoir publié des photos grossièrement truquées et de s'être laissé manipuler par un groupuscule indépendantiste, réactionnaire et communiste, hostile à la liberté nouvelle. Mais, *God*

bless America! toutes les manœuvres visant à pousser les montagnards au terrorisme avaient échoué grâce à l'action déterminée de la police de sûreté de l'État. Il affirma colonellement qu'en République-Centrale, il n'existait plus un seul établissement médico-social du type décrit dans le reportage et montra les photos de quelques baraques au lieu dit Sebbah, qui ressemblaient vaguement aux blocs prétendument cellulaires découverts par le folliculaire indien, mais qui étaient en réalité un casernement militaire. Le gouvernement ne niait pas qu'il eût existé en cet endroit, du temps de l'Empire d'Ouest en Est, une colonie aérée, espèce d'hôpital-atelier, qui avait pu accueillir à l'occasion des malades particulièrement nerveux, mais l'institution avait été désaffectée et récemment cédée au ministère de la Défense. Point. Toutefois, afin qu'on ne puisse soupçonner le gouvernement de la République de vouloir « cacher la merde au chat » — une citation du président —, une commission scientifique avait été nommée pour enquêter sur d'éventuelles erreurs dans la comptabilité des casernes nationales. Elle était déjà à l'œuvre. Quant à l'aspect humanitaire de la chose, le gouvernement chargerait, dans les plus brefs délais, un groupe d'experts internationaux au-dessus de tout soupçon de conduire une mission d'évaluation à Sebbah. Leur rapport serait intégralement rendu public et, pour le cas fort improbable où il se rencontrerait encore des nécessiteux là-bas, les autorités républicaines s'engageaient à accorder toutes les facilités à une organisation humanitaire indépendante pour qu'il leur soit prêté assistance. Et vive la liberté! Après la conférence, on servit des petits feuilletés et un sauvignon de Genève élevé en fût de chêne, qui en surprit plus d'un.

C'était apparemment la bonne réponse. L'intérêt des médias pour la clinique prétendument pénitentiaire de Sebbah retomba aussitôt, et retomba même tellement que neuf mois plus tard nous eûmes toutes les peines du monde à mobiliser des personnalités de bonne sorte pour venir en aide à notre ami Yvan B, empêtré dans les conséquences judiciaires de sa mission. L'opération de relations publiques conduite à Genève permit cependant à un sieur Laguérîte, PhD, journaliste d'investigation, de faire publier le texte d'un sien reportage, effectué dix ans plus tôt, et qui s'intitulait *Mortelle psychiatrie: mon voyage dans les hôpitaux de l'ex-Empire d'Ouest en Est, illustré de photographies de l'auteur*. L'ouvrage, remarqué pour ses insoutenables portraits d'enfants hagards et morveux, reçut un accueil très favorable de la critique et, bien que M. Laguérîte n'eût jamais mis les pieds à Sebbah, il demeure à ce jour la conséquence scientifique la plus tangible de l'émotion causée par l'article du magazine de Bombay.

Quel qu'ait été l'écho international du livre du sieur Laguérîte, PhD, on ne peut pas dire que l'affaire de Sebbah ait fait grand bruit en République-Centrale. La plupart des gens y éprouvaient quotidiennement des difficultés au regard desquelles l'isolement d'une poignée de vieux gagas, plus ou moins assistés par les montagnards du coin, n'avait rien d'extraordinaire. Certains les enviaient même d'avoir conservé leur emploi et un salaire en nature. Quant à la presse et aux chaînes de télévision nationales, elles étaient trop occupées par le lancement de la nouvelle génération des téléphones sans fil pour avoir le temps de rendre compte des missions et commissions nommées par le président. Il n'en alla pas de même dans l'ad-

ministration, où le scandaleux reportage du journaliste indien provoqua nettooyages de bureaux, volées de bois vert, remontées de bretelles, valse de casquettes et permutations disciplinaires.

Les hommes du président furent en effet estomacés de découvrir que personne dans la capitale n'avait la moindre idée de ce qui se passait dans la province du Cher-et-Chang, nouveau nom des anciens Confins, où se trouvait le village de Sebbah. Pas un, ni à la Défense ni à l'Intérieur, qui fût capable d'expliquer comment un journaliste étranger, qui plus est sans visa, avait pu se promener avec un appareil photo dans un territoire dit de haute sécurité, où aucun journaliste local n'avait le droit de pénétrer sans escorte armée. Pis ! le ministère de la Protection sociale était dans l'incapacité de produire un seul document authentique récent, chiffré ou lettré, en prose ou en vers, sur la colonie aérée N° 7, pourtant de son ressort. Il y eut même des discussions pathétiques sur la localisation exacte de la colonie et du village attenant, car les cartes d'état-major étaient encore codées selon d'anciens codes impériaux, sur la signification desquels les militaires n'étaient eux-mêmes pas d'accord. Diantre ! Il s'agissait pourtant d'une zone frontalière d'extrême importance, où étaient implantés toute une série de silos à missiles stratégiques, c'est-à-dire potentiellement équipés d'ogives nucléaires ! Le ministre de la Défense – tels étaient les bruits de couloir – s'étrangla de rage et frisa le coup de sang en apprenant que le général Arkan, commandant de la Brigade frontière VII, convoqué d'urgence au rapport dans la capitale, s'était fait excuser au prétexte qu'il était en pleine tournée des popotes. Pris de panique, le chef

de cabinet du ministre aurait tenté un massage cardiaque de son supérieur, lequel s'en serait tiré avec quelques extrasystoles et une côte cassée.

En conséquence de quoi, une note interne, émanant de la présidence, fut adressée à tous les chefs de service compétents. Sous le titre *Feuille de route*, le document classé « ultra-confidentiel ¹ » énumérait en six points l'état officiel de la question.

1. *La colonie aérée N° 7 de Sebbah était fermée depuis sept ans et tous les pensionnaires avaient regagné leurs foyers avec un petit viatique.*
2. *Les biens meubles avaient été vendus à des particuliers afin de financer l'opération, et les immeubles cédés à la Brigade frontière à toutes fins utiles.*
3. *Des séparatistes terroristes et des trafiquants de drogue avaient été signalés dans la région, opérant depuis des sanctuaires situés en territoire étranger, où ils semblaient jouir de révoltantes complicités.*
4. *La situation était totalement sous le contrôle des forces armées de la République-Centrale. Celles-ci avaient ordre d'arrêter tous les criminels qui n'auraient pas été abattus en flagrant délit et de les remettre à la justice.*
5. *La rumeur sur l'existence de missiles à tête nucléaire était sans fondement.*
6. *Une mission humanitaire indépendante était sur le point de partir pour Sebbah afin de vérifier que les populations concernées avaient été traitées conformément aux lois de la République et aux normes internationales en matière de*

¹ Ne me demandez pas comment je me le suis procuré. Mon cœur autant que mes sources me l'interdisent absolument, car je le payerais de ma vie. On ne répétera jamais assez combien l'exercice littéraire peut se révéler mortel.

droits de l'homme. Le cas échéant, cette mission serait autorisée à porter assistance à ceux qui se trouveraient malgré tout dans un état de détresse dépassant la mesure du raisonnable.

C'est précisément là — tout finit par arriver un jour — que mon ami Yvan B fut appelé à entrer en scène. À reculons, certes — je parle de sa façon d'entrer, non de celle dont il avait reçu l'appel —, mais il entra. Vous l'allez voir tout soudain.